

LUDOVIC DE CONTENSON



LES ARMÉNIENS

DU CAUCASE

LES ORIGINES DE LA SITUATION ACTUELLE

EXTRAIT DU CORRESPONDANT

PARIS

L. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS

48, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 48

—
1905

LES ARMÉNIENS DU CAUCASE

A travers les violences qui ensanglantent la Russie, on compte parmi les plus sauvages celles du Caucase. Ces fureurs ne semblent qu'un cri dans la grande voix de colère qui s'élève de tout l'Empire. La même anarchie organisée dont l'impulsion est partout visible a commandé les batailles et les incendies de Tiflis et de Bakou. Mais outre la révolution générale, il y a là un mal particulier et ancien, le même qui causait, en 1895, les massacres d'Arménie, celui dont l'Europe ne voulut pas alors se préoccuper et qu'il est temps de soigner, si l'on ne veut pas léguer à l'avenir de nouvelles atrocités¹.

Les Arméniens qui, dans le monde entier, oscillent autour du chiffre de 3 500 000, n'atteignent pas tout à fait le nombre de 2 millions en Turquie, de un million et demi en Caucase russe et de 250 000 en Perse. Au point de jonction commun de ces trois masses se dresse, en territoire russe, le mont Ararat, montagne sacrée des Arméniens, au pied de laquelle est bâti le sanctuaire d'Etchmiadzin, résidence du catholicos ou chef suprême des Arméniens grégoriens, séparés de l'Eglise catholique depuis le cinquième siècle.

Par la densité de leurs groupements dans certaines régions et dans les villes les plus importantes, par leur richesse industrielle et financière, par leur culture intellectuelle et par la part qu'ils ont prise aux affaires publiques dans le courant du dix-neuvième siècle en Russie, — où ils ont occupé des charges importantes jusque dans l'armée, — par la faveur où naguère encore les tenait le pouvoir, les Arméniens russes jouissent d'une place spéciale dans l'ensemble de leur communauté. Agriculteurs, industriels, banquiers, soldats, hommes d'étude, littérateurs, ils ont maintenu jusqu'à présent intact, au cœur même de leur patrie primitive, le trésor de leur religion et de leur nationalité.

Ce n'est pas un spectacle banal, dans l'histoire du monde, que de voir ce peuple gardant son antique nom et vivant de son exis-

¹ Voy. *Chrétiens et Musulmans*, par Ludovic de Contenson, Paris, Plon 1904, ouvrage couronné par l'Académie française. La question arménienne s'y trouve traitée à plusieurs reprises, notamment au cours du récit d'un voyage fait sur les lieux par l'auteur en 1897.

tence propre depuis deux mille ans. Hissé sur les pentes de ses vallées inaccessibles, il a vu passer à ses pieds les flots des armées conquérantes d'Asie et d'Europe, — courbant parfois la tête sous des suzerainetés éphémères, mais ne se laissant pas ravir ce qui était son âme elle-même. Tel est l'avantage de ces bienfaisantes montagnes qui ont mis l'Arménien moralement à l'abri du musulman lui-même.

Les Arméniens sont, d'ailleurs, loin d'être en majorité dans le gouvernement russe du Caucase. On y compte également 1 600 000 Géorgiens, qui sont une population indigène de religion orthodoxe, mais de race et de langue particulières. Enfin on y trouve 2 500 000 Tatars qui continuent à considérer la Caucasic comme une terre dont l'Islam a été injustement dépouillé.

Au début de l'ère contemporaine, sentinelle avancée du monde chrétien en Orient, l'Arménie se trouvait presque en entier, et depuis des siècles, sous la domination persane et turque. Mais, au commencement du dix-huitième siècle, Pierre le Grand revendiqua le titre de « Protecteur des chrétiens d'Orient » et, depuis cette époque jusqu'à ces dernières années, presque toutes les communautés chrétiennes d'Orient, — en dehors des catholiques placés officiellement sous le protectorat français, — apprirent à tourner leurs regards du côté des tsars. Ainsi l'archevêque arménien, Joseph Arghoukian (1743-1801), interprète d'espairs de renaissance longtemps contenus, présenta à la Russie l'idée d'un royaume de l'Ararat et en offrit à son souverain la couronne, en lui promettant de l'aider dans la lutte contre les infidèles¹.

La mort de Catherine II mit fin aux pourparlers. Les relations furent reprises sous Alexandre I^{er}, et celui-ci adressa, en 1813, un manifeste d'amitié à la nation arménienne, qu'il considérait déjà comme plus ou moins sous sa suzeraineté, sinon effective, du moins morale. Mais ce fut en 1826-1828 que l'alliance fut définitivement scellée entre la Russie et l'Arménie. Un des grands patriotes de cette nation, le catholicos Nersés d'Aschtarak (1770-1857), souleva le pays le long de la frontière persane en faveur des Russes, sur lesquels il comptait pour rendre l'indépendance à son peuple.

Mais l'idée de l'indépendance arménienne, à mesure que la Russie, tendant de plus en plus à la centralisation, établissait, à la suite de guerres pénibles, son autorité en Caucasic, finit par

¹ En dehors de nos renseignements personnels, nous en avons puisé beaucoup d'autres, au cours de cette étude, dans *les Plaies du Caucase*, par E. Aknouni (Genève, 1905).

paraître aux Russes étrange et déplacée. Elle fut définitivement écartée en 1850, et la mort du grand patriote Nersés mit fin aux dernières aspirations.

La Russie, toutefois, était loin de se montrer hostile à l'élément arménien. Sa lutte séculaire contre la Turquie prenait un nouveau degré d'acuité entre la guerre de Crimée et la campagne de 1878. Ce fut sur les Arméniens qu'elle s'appuya pour pénétrer dans l'Arménie turque. En 1876, un manifeste préparé par le publiciste patriote Grigor Artzrouni avait supplié Alexandre II d'intervenir en faveur des Arméniens sujets turcs, victimes des exactions du régime ottoman. Des généraux d'origine arménienne, Lazareff, Loris Mélikoff, Ter-Ghougassof, Chelkovnikof, conduisirent les bataillons russes à Kars, Alachkerte et Erzeroum. Le traité de San-Stefano, qui termina la guerre, fit renaître l'espoir dans le cœur de la nation, par son article 16 ainsi conçu :

Comme l'évacuation par les troupes russes des territoires qu'elles occupent en Arménie, et qui doivent être restitués à la Turquie, pourrait donner lieu à des conflits et à des complications préjudiciables aux bonnes relations des deux pays, la Sublime-Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux, dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens.

Ainsi la Russie se portait garant de l'ordre dans l'Arménie turque et gardait une porte ouverte sur l'Asie Mineure. Les Arméniens furent dans la joie et saluèrent l'aurore de leur prochaine libération; mais bientôt l'Angleterre, au congrès de Berlin, réussit à obtenir l'évacuation de l'Arménie par les troupes russes et fit substituer à l'article 16 du traité de San-Stefano l'article 64 du traité de Berlin :

La Sublime-Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux puissances, qui en surveilleront l'application.

C'était la banqueroute de tous les projets de réorganisation pacifique. La garantie des puissances substituée à celle d'une seule, c'étaient l'anarchie et l'impuissance établies en Turquie à l'état de système, conséquence forcée du manque d'entente ou du mauvais vouloir de la diplomatie européenne.

Aussitôt après le traité de Berlin, une grande irritation contre l'Angleterre se répandit chez les Arméniens, tandis que la popu-

larité de la Russie, qui venait de verser son sang pour la cause, ne pouvait que s'en accroître. Une période d'importante activité s'ouvrit alors. On fit, chez les Arméniens du Caucase, des collectes pour les frères opprimés de Turquie. Des propagandistes passèrent la frontière sous l'œil bienveillant ou indifférent des fonctionnaires russes, et tentèrent de pousser à la révolte les populations soumises au joug ottoman. Dans la presse et les livres, des rêves de constitution future vinrent hanter ces imaginations orientales.

Puis, comme on ne s'arrête pas sur cette pente, des comités révolutionnaires se formèrent. Au cours de l'été de 1890 fut créée une fédération qui avait pour but de mettre en relations les comités orientaux avec le parti hentchakiste, établi en Europe. Le gouvernement russe, bienveillant jusqu'alors pour le mouvement arménien, commença peu à peu à s'inquiéter des tendances par trop révolutionnaires de certains meneurs. Il fit procéder à quelques arrestations, ordonna notamment d'emprisonner la bande d'un étudiant nommé Koukounian, au moment où elle traversait la frontière, et envoya aux travaux forcés, en Sibérie, ces jeunes gens trop zélés, « pour servir d'exemple ».

Au régime libéral suivi sous Alexandre II par un vice-roi populaire, le grand-duc Michel Nicolaitévitch (1862-1881), succéda le gouvernement du prince Dondoukov-Korsakov. En haut lieu, on estima qu'il était peut-être temps de modérer les aspirations de ce peuple, enclin à l'intellectualisme, et d'entreprendre sérieusement l'œuvre de russification. En 1885 on ferma par décret 300 écoles arméniennes et l'on mit ainsi dans la rue, prétendent les Arméniens, 20 000 enfants et 900 maîtres¹. En 1888, l'évêque Makar, par des concessions faites au gouvernement, en obtint la réouverture pour six ans dans des conditions nouvelles. Mais, en 1893, on refusa de diplômer les maîtres arméniens qui durent abandonner la carrière pédagogique. L'enseignement du russe prit une place de plus en plus prépondérante et la surveillance du gouvernement devint particulièrement étroite. En 1894, le délai de six ans étant expiré, de nouvelles mesures furent encore prises, dont devait profiter la russification.

¹ Et cependant, en 1836, la Russie, par son édit fondamental pour les Arméniens, appelé la Polojénia, avait accordé à l'Eglise et à la communauté arménienne le droit d'avoir des écoles primaires ecclésiastiques. A partir de 1850, notamment, sous l'impulsion du catholicos Mathéos, toute une floraison d'écoles, élevées par souscription populaire, se manifesta de telle sorte qu'en 1882, un congrès d'instituteurs, réuni à Tiflis par le catholicos Ghévork, eut un succès complet.

..

Nous entrons alors dans la sombre période des massacres de la Turquie d'Asie. En l'automne de cette année 1894, l'écho des événements du Sassoun retentit douloureusement dans le monde. L'Europe sembla s'émeouvoir et, dans les ambassades, la question arménienne parut à l'ordre du jour. Des représentants de la France, de l'Angleterre et de la Russie se mirent en marche pour faire une enquête au fond des montagnes arméniennes.

Des adresses furent envoyées de tous côtés par les communautés arméniennes, et le catholicos, malgré son grand âge, se rendit à Saint-Petersbourg où, dans son discours au tsar, on put relever ces paroles : « Le seul défenseur des Arméniens est l'empereur de Russie; c'est de lui qu'ils attendent aide et protection. » L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, sir Philip Currie, se piquant d'émulation, exprima immédiatement au patriarche de Constantinople son étonnement « des paroles du catholicos, prononcées au moment où la question arménienne était soumise à un examen international sous la protection des grandes puissances ».

Au printemps de 1895 fut enfin élaboré un plan de réformes. Celui-ci fut même approuvé, au mois d'octobre, par le Sultan qui, entre temps, donnait lui-même l'ordre des massacres. Ceux-ci continuèrent, en effet, sans interruption, jusqu'au mois d'août de l'année suivante et même au delà, avec une lugubre intensité, à Trébizonde, à Sivas, à Diarbékir, à Orfa et ailleurs.

Cependant, les chancelleries discutaient toujours sur la façon de faire appliquer les réformes en Arménie, quand tout à coup l'ambassadeur de Russie à Constantinople, influencé par l'attitude équivoque de l'Allemagne, refusa de défendre le projet de l'exécution obligatoire. Ensuite, le comte Lobanoff déclara que « le gouvernement russe était absolument opposé à ce qu'on exerçât sur le Sultan une pression quelconque ». La question était ainsi virtuellement enterrée par le fait de la Russie.

L'Angleterre, il est vrai, présenta alors un memorandum en demandant une dernière fois qu'on intervint efficacement. C'était également l'avis de notre ambassadeur à Constantinople, M. Cambon. Mais c'était à l'époque du voyage du tsar en France et celle-ci était tout entière aux effusions de joie de l'alliance franco-russe. En décembre 1896, notre ministre des affaires étrangères répondit au memorandum que la ligne de conduite de la France et de la Russie, marchant d'accord, serait basée à l'avenir sur les principes suivants : maintien de l'intégrité de

l'empire ottoman, pas de condominium, pas d'action isolée. C'était la fin de non-recevoir définitive donnée à l'Angleterre et aux Arméniens qui réclamaient cependant une chose bien naturelle : l'exécution des clauses de l'article 61 du traité de Berlin, dont nous avons donné le texte plus haut.

Dix ans se sont écoulés depuis cette disparition de 300 000 Arméniens par l'égorgement, le feu, l'exil, la prison, le rapt, la confiscation, la misère, l'abjuration, et l'Europe n'a pas encore agi et semble avoir, moins que jamais, l'intention d'agir ! C'est pourquoi ce sont choses bonnes à rappeler dans un temps où l'on a sans cesse sur les lèvres les mots de justice et d'humanité.

L'attitude de la Russie, en 1896, causa aux Arméniens un étonnement mêlé de stupeur. Dès lors, leurs espoirs se tournèrent vers l'Angleterre qui, seule, avait pris officiellement leurs intérêts en main. Une campagne de propagande pour leur cause fut faite par eux en Europe et, comme il arrive en pareil cas, ils ne trouvèrent aucun appui chez les pouvoirs organisés. De concours avoué et effectif, à part les secours donnés par les missions catholiques et protestantes, ils n'en rencontrèrent que chez les éléments révolutionnaires des divers pays.

Le prince Galitzine avait été nommé gouverneur du Caucase. Chargé de russifier le pays, il commença son œuvre par le procédé habituel, quand on veut changer la mentalité d'un peuple ; il s'en prit de nouveau aux écoles, où les suppressions et modifications antérieures ne lui paraissaient pas suffisantes. Les conditions imposées furent celles-ci : 1° la communauté arménienne pourvoira à toutes les dépenses de ses écoles, sans avoir sur elles aucun droit de direction ; 2° les maîtres et maîtresses seront désignés par le gouvernement ; 3° l'enseignement aura lieu en langue russe, à l'exception des leçons de religion et de langue arméniennes ; la surveillance directe et unique des écoles appartient aux directeurs désignés par l'Etat.

En même temps, conformément aux conclusions du rapport du curateur Yanovski, on s'empara des biens des écoles arméniennes pour subvenir à l'établissement d'écoles du gouvernement qui faisaient partout défaut et pour lesquelles des crédits n'étaient pas prévus ; mais on ne put mettre la main sur les richesses que l'on espérait, ces écoles étant entretenues par des dons irréguliers. En vain d'ailleurs les Arméniens prétendirent-ils que ces écoles étaient biens ecclésiastiques. Par prudence, il convenait de ne pas élever la voix trop haut et le débat ne fut même pas engagé.

A Pétersbourg cependant, depuis 1896, les discussions étaient chaudes sur l'état d'esprit des Arméniens et sur les mesures qu'il

convenait de prendre à leur égard. Le prince Espère Oukhtomsky, ami personnel du tsar et M. Massalov, fonctionnaire du ministère de l'intérieur, furent envoyés au Caucase avec le titre d'inspecteurs. Ils firent une enquête à Tiflis et à Erivan et la poussèrent même jusqu'à Etchmiadzin. Leurs conclusions furent favorables aux Arméniens, dont il eût alors suffi d'éloigner quelques agitateurs pour ramener le calme. Mais, quand ils revinrent dans la capitale, le parti arménophobe, dans les rangs duquel on comptait Pobiedonotsev, procureur général du saint synode, avait déjà obtenu la victoire et la question des écoles, que l'on faisait passer pour des foyers d'intrigues anglaises, était résolue en principe.

Le rapport du prince Galitzine, en 1898, constitue une des étapes importantes de l'histoire de la russification au Caucase. Document secret, vendu par un employé de ministère et publié par un journal anglais, il exposait au gouvernement le but des tendances arméniennes, c'est-à-dire la reconstitution de l'ancienne indépendance. Puis il donnait les moyens de parer à ce mouvement. Il insistait sur la nécessité de soumettre à la loi le catholicos et le clergé arménien qui jouissaient de trop d'influence sur le peuple, et il demandait la remise définitive des écoles arméniennes au ministère de l'instruction publique, conformément au décret de 1897. Le rapport faisait également ressortir la nécessité de soumettre à la censure la presse arménienne, notamment le journal *Ararat*, organe du catholicos d'Etchmiadzin et proposait une surveillance étroite des sociétés de bienfaisance, qui s'occupaient trop de politique. Enfin il réclamait un contrôle étroit sur les conseils municipaux, envahis en maint endroit par les Arméniens.

Les mesures proposées ne furent pas toutes approuvées d'emblée à Saint-Petersbourg, où elles rencontrèrent de l'opposition dans le libéralisme de plusieurs personnages importants des conseils impériaux. Des hommes, comme le général Kouropatkine par exemple, avaient rempli des charges élevées au Caucase et savaient ce qu'il fallait penser du séparatisme arménien, bien loin, disait-il, d'avoir la puissance qu'on semblait lui attribuer. Mais, sur place, le gouverneur général ne trouvait pas de contrepois au système qu'il avait inauguré.

En ce qui concerne la question religieuse, il est à remarquer que, depuis 1881, Alexandre III s'était beaucoup occupé de fortifier, en Russie, l'orthodoxie, pierre angulaire de la monarchie, et, dans ce but, la lutte ne fut pas rare, sous une forme ou sous une autre, contre les Eglises catholique, protestante, arménienne et contre diverses sectes telles que les doukhobors. Le

gouvernement, avec l'argent des contribuables de toutes les religions, subventionnait une « Société pour la propagation de l'orthodoxie ». La tendance d'esprit des fonctionnaires se traduisait fréquemment par le refus d'autorisation d'élever des églises arméniennes.

De même l'autorité supérieure interdit l'enseignement de la religion arménienne dans les gymnases, et, comme les jeunes Arméniens ne pratiquent pas pour cela le culte orthodoxe, il en résulte des générations athées, ce qui semble un résultat de valeur douteuse dans un pays où fleurissent suffisamment d'anarchistes plus ou moins athées. On força les Arméniens, en justice, à prêter serment en langue russe. Contrairement aux anciens usages, on n'exigea plus obligatoirement la présence du prêtre arménien, bien qu'en Russie le serment religieux soit seul valable. Cela sembla aux Arméniens une profanation.

Parfois cependant un mouvement de sympathie se faisait jour en Russie. En 1897, un cercle littéraire de Pétersbourg, à la tête duquel était le prince Oukhtomsky, fit appel à la tolérance, en invoquant l'égalité des cultes. Mais la polémique engagée parut une nouveauté et il se produisit d'autre part une sérieuse contrepartie. Ce fut le moment où l'exarque Géorgie Alexis fit une tournée dans les provinces arméniennes et visita Etchmiadzin. Il fonda même en Transcaucasie quelques communautés orthodoxes avec des convertis, en expliquant que saint Grégoire l'Illuminateur était un saint orthodoxe. Mais il eut peu de succès.

La société de bienfaisance du Caucase avait été autorisée, en 1881, par le gouvernement. Ses statuts se résumaient en substance de la façon suivante :

Le but de la société est de contribuer au développement intellectuel des Arméniens du Caucase et de leur venir en aide matériellement. Pour arriver à ce but, la société ouvre des écoles ou subventionne celles qui existent, répand des métiers dans le peuple, aide les étudiants, publie des livres et écrits périodiques, fonde des imprimeries et des salles de lecture, institue des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance et secourt les malheureux en temps de misère. Elle s'interdit tout objet qui n'aura pas reçu l'approbation du gouvernement.

Cette société, bien que légalement constituée, inquiétait trop l'autorité par son caractère rationaliste pour qu'il lui fût permis de se développer sans entraves. Elle continua de subsister à Tiflis, mais toutes les sections provinciales furent supprimées.

D'autres sociétés arméniennes, qui n'avaient rien de politique, furent successivement dissoutes, entravées dans leur développe-

ment ou placées sous la surveillance étroite des autorités. Il en fut de même des bibliothèques arméniennes qui semblaient suspectes au gouvernement comme élément passif de résistance dans les questions de langue et de nationalité. Peut-être aussi craignait-il que l'instruction ne se répandit trop largement dans une population qui, ne connaissant d'autre langue que l'arménien, allait, par la suppression de ses bibliothèques, rester dans une ignorance profitable à l'ordre établi.

Une société arménienne d'édition, créée en 1879, et dont les statuts avaient été approuvés en 1880 par le grand-duc Michel Nicolaïevitch, fut supprimée après vingt et une années d'existence. Cependant elle n'avait publié en tout que 187 livres, soit 8 par an, assez inoffensifs d'ailleurs, car on compte parmi eux de nombreuses traductions du russe et des brochures d'hygiène, telles qu'un petit traité sur le choléra, tiré à 5000 exemplaires pour le plus grand profit des masses populaires.

Cette lutte du pouvoir central, de l'impérialisme russe, contre une nationalité dissidente, se complique encore d'une crise religieuse. A l'action politique et à la pression brutale, ayant pour but de supprimer une langue et une nationalité, et de jeter dans le grand creuset russo-slave un peuple datant de deux mille ans, se joint l'intolérance religieuse qui veut juguler les consciences.

Les Arméniens se plaignent encore d'autres choses. Ils prétendent que la police invente, à l'occasion, des complots, pour avoir le prétexte de sévir. Ils accusent aussi les fonctionnaires russes de corruption et de vénalité; mais, si cela est vrai, il est plus que probable qu'ils ont su à l'occasion, avec les ressources dont ils disposent, en tirer parti à leur profit. Ce qui est plus fâcheux peut-être pour eux, c'est que les fonctionnaires pris dans toutes les parties de l'empire, ignorent les langues du pays qui sont l'arménien, le géorgien et le turc, et cela les empêche de se mettre en contact direct avec les populations et de connaître exactement leurs besoins.

A la suite des massacres d'Asie Mineure, des milliers d'Arméniens avaient passé la frontière et s'étaient réfugiés en territoire russe. Le 5 août 1902 fut publié un édit du gouvernement leur prescrivant de rentrer en Turquie dans le délai de dix jours, passé lequel ils seraient considérés comme sujets russes. Fut-ce l'amour du pays natal, plus fort que toute considération? Fut-ce le peu d'entrain à rester sous la domination moscovite? Toujours est-il que de nombreux émigrés préférèrent retourner dans leur pays d'origine. Mais ce fut pour eux une véritable odyssee à la

frontière; car le gouvernement voyant s'éloigner ainsi toute une population de travailleurs, plus nombreuse qu'il ne le pensait, se ravisa subitement, tandis que les autorités turques, flairant l'arrivée de nouveaux révolutionnaires, s'opposaient à leur rentrée sur leur territoire. Les choses en restèrent là, le Sultan eut le dernier mot et les Arméniens, se remettant à errer, reprirent les chemins des districts de la Transcaucasie.

Mais l'événement récent le plus saillant, parmi ceux qui ont précédé les derniers troubles, a été la confiscation des biens de l'Eglise arménienne, dont la valeur était évaluée à 90 millions et qui fournissaient au clergé une source importante d'influence. Celui-ci, d'ailleurs, offre une résistance plutôt passive qu'active à la russification. Il présente une sorte d'inertie conservatrice, qui est assurément un obstacle pour l'assimilation rêvée; mais on ne saurait dire qu'il marche en liens étroits avec les révolutionnaires arméniens qui reçoivent le mot d'ordre des comités d'Europe. Ces derniers reprochent au contraire au clergé arménien d'être ignorant, inactif, avide et incapable de soulager les misères du peuple et de comprendre ses aspirations.

La confiscation des biens ecclésiastiques fut le signal d'une révolte qui couvait depuis longtemps, mais dont le mot d'ordre fut qu'elle devait offrir le caractère d'une résistance pacifique. Néanmoins, il y eut des désordres un peu partout. A Alexandropol, le 29 juillet, on profita du passage du catholicos pour sonner les cloches et faire un immense meeting de protestation. Des délégués supplièrent leur chef religieux de ne rien livrer des biens des Eglises. A Erivan, peu après, l'archevêque diocésain fut l'objet d'une manifestation analogue; accompagnée de cris et de protestations qui furent réprimés par la force. Néanmoins, la confiscation fut opérée le 23 septembre. A Akholkalak, à Kars, à Elisabethpol, à Tiflis, à Etchmiadzin, à Bakou, à Chouchi et dans d'autres localités il y eut, dans les mois qui suivirent — aux jours fixés pour la remise des biens aux fonctionnaires — des échauffourées avec la police, des rixes parfois sanglantes, où retentirent les cris : « A bas la tyrannie » et même « A bas la monarchie », poussés par une population exaspérée.

Nous arrivons à l'écllosion de la crise où se débat aujourd'hui le Caucase, crise qui n'est d'ailleurs qu'un épisode de la révolution dont est victime l'empire des tsars. Pour leur malheur, il se trouva que les Arméniens se rencontrèrent en face de deux

adversaires au lieu d'un : le Russe et le Turc, qui entrèrent en scène chacun pour des motifs différents.

D'après une opinion courante, qui offre quelque vraisemblance, le plan des Russes était simple, bien que les événements aient depuis dépassé et déjoué leurs prévisions. Il consistait à affaiblir tout d'abord les Arméniens, en leur opposant les Tatars musulmans, qui, selon toute probabilité, allaient se conduire vis-à-vis de ces derniers comme naguère les Kurdes dans l'empire ottoman. Puis, sous prétexte de rétablir l'ordre, une fois une bonne leçon donnée aux Arméniens, les Russes se seraient tournés vers les musulmans et auraient employé vis-à-vis d'eux les rigueurs coutumières dont les Circassiens gardent encore le souvenir vivace.

Dans l'exécution de la première partie de ce programme, les Russes furent aidés inconsciemment par les agents panislamiques d'Abdul-Hamid, qui considère la Caucase comme terre d'Islam, autrefois sous l'autorité des shahs et des sultans et encore peuplée de 2 millions et demi de musulmans, alors que les chrétiens y sont au nombre de 3 millions, moitié Arméniens, moitié Géorgiens. Khans tatars et intellectuels musulmans prêtent un concours actif, en Caucase, à la propagande panislamique qui possède, à sa disposition, des fonds, des armes et des émissaires. Au moyen de cette complète organisation, le Sultan espère qu'un jour l'Islam reprendra pied en maître dans ce coin de l'empire russe. Ainsi l'influence moscovite sera repoussée jusqu'au Daghestan, sur les bords de la mer Caspienne, au nord de Bakou, où se trouvent d'importantes agglomérations musulmanes. C'est, en sens inverse, la politique qu'avait suivie la Russie, protectrice des chrétiens d'Orient, jusqu'en 1895, en s'appuyant sur les Arméniens dans son œuvre de pénétration en Turquie d'Asie.

Les revers de la Russie en Extrême-Orient, l'état de révolution intérieure où elle est tombée, ont semblé aux panislamistes une occasion favorable pour entamer l'exécution de leur plan qui consistait à appliquer aux Arméniens, leurs plus redoutables adversaires en Caucase, les procédés usités en Asie Mineure, en 1895. Les Arméniens, de leur côté, prévenus par de nombreux symptômes et organisés, ne se sont pas partout laissé faire sans crier.

Tel est l'ensemble de circonstances qui semble avoir déjoué les prévisions des Russes, incapables de réaliser la deuxième partie de leur programme, celle qui consiste à se retourner vers les musulmans et à les écraser sous prétexte de rétablir l'ordre. Le *divide ut imperes* n'a pas réussi jusqu'à présent. Pour le moment, c'est l'anarchie qui semble régner en maîtresse.

Les massacres du Caucase commencèrent à Bakou le 6/19 février 1904, à la suite d'une rixe entre Tatars et Arméniens, où un musulman fut tué. Le cadavre de ce dernier, promené dans les rues de Bakou, excita le fanatisme des Tatars qui se ruèrent sur les Arméniens et tuèrent ou violentèrent hommes, femmes et enfants. C'était le renouvellement de ce qui s'était passé en Turquie, quelques années auparavant. La seule différence consista en ce que les troubles se déroulèrent à Bakou, sous l'œil assez insouciant de la police russe, tandis qu'en Asie Mineure la police s'était jointe aux massacreurs. De plus les Arméniens semblent cette fois s'être assez vigoureusement défendus. Ils avaient des armes. D'après eux, ils eurent, en quatre jours, 179 tués et 100 blessés, et les Tatars, 128 tués et autant de blessés. Il y eut, en outre, un grand nombre de maisons pillées et incendiées.

De Bakou les horreurs se répandirent, comme une traînée de poudre, dans toute la Caucasié arménienne. Il y eut, dans le courant de l'été, une cinquantaine de villages attaqués par les Tatars, aidés par des Turcs et des Kurdes qui passèrent la frontière. La moitié de ces localités furent entièrement pillées et détruites, et les habitants en partie massacrés. Ce fut par Nakhitchévan, où domine l'élément musulman, que les désordres commencèrent, et, il est triste de l'avouer, avec la complicité de certaines autorités. Il est vrai que les préfets de police mahométans sont très nombreux au Caucase.

A Erivan, le 23 mai, les Arméniens organisèrent une sérieuse résistance et repoussèrent avec succès l'attaque des Tatars. De là leurs bandes allèrent faire subir des représailles à douze villages turcs. Alors ce fut la pleine anarchie. Les révolutionnaires arméniens montrèrent qu'ils s'attendaient à la lutte, et, se mettant à user de tous les moyens qu'ils trouvèrent sous leur main, firent savoir qu'ils étaient prêts. Ce fut le triomphe des bombes et de l'assassinat, dont une littérature, tour à tour anarchiste et patriote, se mit à faire l'apologie sous l'empire du désespoir. Le prince Galitzine, considéré comme l'auteur des mesures de rigueur, eut peine à échapper au poignard. Le général Andréief, accusé d'avoir favorisé les massacres d'Elisabethpol, fut tué à coups de fusil dans la rue. Le préfet Bogouslawski et le colonel Békof, suspects au même titre, furent « exécutés », selon l'expression arménienne. Le prince Nakachidzé, qui passait pour l'organisateur des massacres de Bakou, fut déshabillé par une bombe. Nombreuses furent les victimes des comités révolutionnaires parmi les préfets, gendarmes, agents de police, militaires et civils. Mais, ce qui est grave, aux

comités arméniens se joignirent des comités révolutionnaires, géorgiens et russes, dont le but avoué est la ruine du régime.

Les violences ne s'exerçaient pas d'ailleurs seulement contre des Russes ou des Turcs. Des compatriotes, accusés de tiédeur, n'y échappèrent pas. En plein jour, à Bakou, dans le jardin du club, le riche Arménien Adamof, qui avait refusé de verser 40 000 roubles au comité arménien, fut tué par une bombe. Ce fut le règne de la terreur. Coûte que coûte, les Arméniens, qui avaient vu l'inaction de l'Europe, lors des massacres ordonnés par le Sultan en 1895, résolurent d'attirer sur eux l'attention publique dans la vague espoir d'une intervention. Tous les moyens leur semblèrent bons, en quoi leur illusion est profonde, car l'Europe, qui n'a pas bougé avant leurs excès, sera maintenant trop heureuse d'y trouver un prétexte à rester dans son indifférence.

Il en est résulté ce fait, à Tiflis notamment, que si les Tatars pillent les villages arméniens, et réciproquement, on s'en émeut de moins en moins, car qui sait ce qu'il y a sous ce mouvement depuis que les comités révolutionnaires en ont pris la tête?

Ainsi est-il arrivé que les protestations, en somme justes et légitimes d'une nation, opprimée dans ce qu'elle a de plus cher et de plus respectable, semblent aujourd'hui, par suite des excès, suspectes à beaucoup. Ce mouvement, se demande-t-on, ne se rattacherait-il pas à toute une organisation anarchiste visant la monarchie russe?

Et cependant les causes locales suffisent seules à expliquer les récents désordres. Les Tatars, en effet, naturellement bons et doux, n'ont cependant pas été difficiles à fanatiser en raison des nombreux griefs qu'ils avaient sur le cœur. Plusieurs de leurs chefs, pourvus ou non d'instruction, possèdent des fortunes immenses, provenant de l'exploitation du naphte dans les environs de Bakou. On cite parmi eux des millionnaires qui ne savent, d'ailleurs, ni lire ni écrire. D'autres Tatars sont ingénieurs des mines et même journalistes, ce qui est, on le sait, le signe d'une civilisation déjà avancée. Mais la masse de la nation est loin de l'état de prospérité des Arméniens, et surtout ne possède pas devant elle l'avenir que ces derniers ont su s'assurer. Les Tatars en veulent aux Arméniens, habiles hommes d'affaires, de les avoir trop souvent dépouillés, moyennant une indemnité dérisoire, des terrains dont ils étaient les premiers occupants et dont ils ne soupçonnaient pas la valeur. C'est ainsi que les puits de naphte sont tombés, entre les mains d'Arméniens, de Russes, d'Anglais et de Suédois. De plus, dans les villes, les Arméniens sont devenus les maîtres de l'administration municipale, souvent

hostile aux entreprises des Tatars, et c'est pour ceux-ci une cause d'infériorité que ne compensent pas toujours les charges gouvernementales, accordées fréquemment à des musulmans, tandis que les Arméniens en sont systématiquement écartés.

Au Caucase, en effet, les Arméniens représentent l'intelligence, un peu plus on dirait le parti des intellectuels, s'ils n'étaient avant tout des gens positifs et pratiques. Ils passent, aux yeux de leurs voisins, pour s'être trop vite enrichis. Ayant fondé des banques, des églises, des écoles et des journaux, possédant une littérature et occupant toutes les avenues de la vie économique, sociale et morale, il a semblé que la pieuvre arménienne étendait partout ses tentacules, selon l'expression d'un publiciste.

A ces diverses causes d'antagonisme, il faut joindre une haine de race impitoyable. C'est pourquoi, pour maintenir l'équilibre entre les deux peuples, il eût fallu un pouvoir fort, et tel n'était pas le cas du gouvernement russe dans ces derniers temps. Il a eu peur de la brute tatar, après avoir craint l'intelligence arménienne. Dans le courant de cet été, il s'est décidé un peu tard à rapporter les mesures contre les écoles et les biens des églises. Mais, en septembre dernier, il n'a pu empêcher, à Bakou, les meurtres et les incendies de recommencer de plus belle, alors qu'il devient de plus en plus difficile de découvrir les auteurs et de distinguer exactement les motifs de chaque événement. Le fil échappe souvent des doigts à travers le tissu d'organisations secrètes que l'on sent autour de soi. Une seule chose est certaine, c'est que le pillage des villages arméniens continue et qu'il ne se passe pas de semaine où la nouvelle ne nous en parvienne; c'est que l'autorité est incapable jusqu'à présent de rétablir l'ordre; c'est que, par suite de l'incendie des puits, l'industrie du naphte a subi des pertes énormes dans la région et semble ruinée pour longtemps. De ce dernier fait, les Russes et les étrangers pâtissent comme les Arméniens; or il ne s'agit de rien moins que de l'existence d'une des industries les plus riches de l'empire.

Le gouvernement multiplie les paroles et les conseils. Il abouche ensemble les chefs des communautés arménienne et musulmane. Il provoque de part et d'autre des promesses de réconciliation, tandis que, sur son ordre, des processions pacifiques se déroulent dans les rues. Mais, en Orient, l'histoire n'a-t-elle pas démontré que, dans certaines circonstances, le langage de la force risqué seul d'être entendu de musulmans fanatisés? Nous voulons espérer que la Russie, maintenant qu'elle a signé la paix avec le Japon, est capable de rétablir l'ordre chez elle. Au Caucase, la division des races sera son aide la plus puissante, quand elle y aura envoyé

des généraux capables, ainsi qu'on le lui demande entre mille autres réclamations.

Comme on le voit, nous sommes loin du temps où les grands réformateurs arméniens, les Loris Mélikoff et les Lazareff, avaient l'oreille d'Alexandre II, alors que le tsar prenait ses collaborateurs dans toutes les nationalités et faisait un appel paternel à tous les concours. Pourquoi faut-il que la Russie ait, depuis, répudié son rôle séculaire de protectrice des chrétiens d'Orient? Car c'est bien la vraie question: l'Arménien, comme le chrétien des diverses autres communautés, est assimilable à l'Européen, tandis que le Turc ne l'est pas. Là est l'erreur qui consiste à s'allier ouvertement ou secrètement à celui-ci contre celui-là.

Au lieu d'avoir peur d'une minorité aussi faible que celle des révolutionnaires arméniens, le gouvernement russe, quand il aura une volonté et des forces, comprendra qu'il faut un minimum de libertés nécessaires à la masse pacifique et travailleuse de ce peuple, indissolublement attaché à sa langue et à sa religion, et légitimement jaloux de la liberté de ses écoles. Une légère autonomie est d'ailleurs d'un usage traditionnel chez les divers peuples de l'Orient. Elle est imposée par les nécessités de la tolérance à travers la bigarrure des communautés de religions différentes. Des vellétés d'indépendance ne sont guère à craindre de la part d'un million et demi d'individus noyés dans une majorité considérable de Géorgiens orthodoxes et de Tatars musulmans.

Instruite par les événements, il est temps que la Russie, ferme toutefois à l'égard des auteurs de désordres, revienne enfin, vis-à-vis des Arméniens, à son ancienne politique de tolérance et que, d'autre part, elle répudie toute compromission avec ceux qui ont les mains tachées de sang, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'empire. Le spectre des Arméniens, agents de l'Angleterre, tombera de lui-même; car les Arméniens, menacés du pillage et de l'égorgeement, sont trop orientaux, trop rusés et, disons-le, trop marchands, pour ne pas aller de suite à celui qui leur offrira des avantages palpables et immédiats. Il y va, pour la Russie, non seulement des idées de justice et d'humanité qui seules lui assureront les sympathies morales du monde civilisé, mais aussi de son propre intérêt matériel, si gravement compromis par les derniers troubles.